si elle en a besoin pour faire face aux frais d'exploitation, d'intérêt et d'amortissement accumulé, du tronçon nord-ontarien;

(4) encourager fortement la Trans-Canada à exercer sa faculté d'acheter le tronçon nord-ontarien dans un délai relativement court;

(5) assurer à la société de la Couronne un bénéfice, en sus des dépenses, intérêts et coût d'amortissement, au cas où la demande de gaz augmenterait suivant les prévisions et où la Trans-Canada n'exercerait pas son option d'achat.

Le paiement de location que doit verser la Trans-Canada se divise en deux parties. Il y a d'abord les frais mensuels de transport du gaz par le tronçon nord-ontarien, lesquels représenteront pour la société de la Couronne un rendement de 4½ p. 100 l'an sur son placement initial si le pipe-line fonctionne aux deux tiers de sa capacité initiale.

Une fois établis, ces frais afférents au débit resteront les mêmes pendant la durée du bail, indépendamment de changements ultérieurs de capacité. Puisqu'il sera possible par de nouveaux placements, minimes si on les compare aux immobilisations initiales, d'accroître la capacité jusqu'au maximum physiquement possible de 530 millions de pieds cubes par jour, les frais de débit rapporteront beaucoup plus de 4½ p. 100 sur le capital à mesure que s'étendra le marché du gaz dans l'Est du Canada.

Dès le début, il est probable que le loyer de base couvrira les frais d'exploitation et d'intérêt mais, durant les premières années pendant lesquelles le marché sera constitué, il est possible que les recettes à affecter à l'amortissement soient insuffisantes. Afin de combler tous les manques il est prévu à l'accord qu'à compter de la quatrième année de bail, et dans la mesure où on disposera de revenus nets tirés de l'ensemble de l'exploitation de la Trans-Canada, celle-ci payera un loyer supplémentaire allant jusqu'à 1 p. 100 des frais d'aménagement primitifs du tronçon nord-ontarien, et cela jusqu'à ce que le total de ces versements au titre du loyer depuis la première année de bail atteigne 7 p. 100 par année du total des frais de premier établissement plus intérêt à 3½ p. 100 par année calculé tous les ans sur la base des sommes inférieures à 7 p. 100 et reportées.

M. le président: A l'ordre. Je regrette beaucoup d'interrompre le ministre mais je suis obligé de lui faire savoir que son temps de parole est expiré.

Des voix: Qu'il continue.

M. le président: Le ministre peut-il poursuivre, du consentement unanime?

Des voix: Soit.

Le très hon. M. Howe: Je dois dire que j'ai toujours cru qu'un ministre présentant un projet de loi avait tout le temps voulu pour faire une déclaration.

M. Fulton: C'est votre parti qui a insisté pour faire adopter cette règle.

Le très hon. M. Howe: Je n'ai jamais été très fort sur le chapitre du Règlement.

M. Knowles: A qui le dites-vous!

L'hon. M. Rowe: Nous l'avions déjà remarqué!

Le très hon. M. Howe: Ce rendement moyen de 7 p. 100 correspond au montant nécessaire à couvrir les frais d'exploitation et de service de la dette, et à amortir en 21 ans le capital engagé par la société.

La société Trans-Canada s'engage à acheter le tronçon du nord ontarien dès qu'elle pourra mettre au point les mesures nécessaires de financement; elle a l'option d'acheter le tronçon à n'importe quel moment, pourvu que la société de la Couronne ait touché un revenu annuel de 3½ p. 100 sur son capital durant la période du bail. Le prix d'achat comprendra les frais totaux de premier établissement versés par la société de la Couronne, moins les montants crédités à la dépréciation par suite du versement de loyer, mais il ne devra pas être inférieur au plus élevé des deux montants suivants: a) le total des frais de premier établissement, moins l'amortissement à 3½ p. 100 par année plus l'intérêt composé à 3½ p. 100 par année; b) 70 p. 100 des frais initiaux de premier établissement.

A mesure que s'accroîtra le débit, les loyers atteindront un montant plus considérable que l'intérêt joint à l'amortissement à 3½ p. 100 à défalquer du prix d'achat de la société Trans-Canada. Tout montant excédentaire représentera un bénéfice pour la société de la Couronne et l'amortissement anticipé de son actif. En plus de l'engagement d'achat, il y aura intérêt pour la société Trans-Canada, dans ces circonstances, à acheter le tronçon nord-ontarien, puisqu'elle ne peut autrement tirer de bénéfices de ces paiements excédentaires. Le minimum de 70 p. 100 incitera davantage la Trans-Canada à acheter le tronçon nord-ontarien.

De l'avis du Gouvernement, c'est une disposition prudente. Elle supprime les facteurs distance et temps qui constituaient l'une des principales pierres d'achoppement au financement et au lancement de l'entreprise d'un pipe-line entièrement canadien, et cela d'une façon qui permet aux gouvernements intéressés de récupérer la totalité de leurs investissements, plus intérêt, sans imposer de fardeau inutile qui réduirait le revenu du producteur ou augmenterait le prix pour le